



QUI GARDE LES GARDIENS ?

Les auditeurs et la crise de
la surveillance au sein de
la RSPQ

 grassroots

 eia
environmental
investigation
agency

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et révisé par Environmental Investigation Agency UK Ltd et par Grassroots. Le dossier a été conçu avec l'aide financière d'UKaid et de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité de l'EIA.

Conçu par :
www.designsolutions.me.uk

Imprimé sur papier recyclé

Novembre 2015

Toutes images © EIA, sauf indication contraire.



ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY (EIA)

62/63 Upper Street, London N1 0NY, UK
Tel: +44 (0) 20 7354 7960
Fax: +44 (0) 20 7354 7961
email: ukinfo@eia-international.org

www.eia-international.org

EIA US

P.O.Box 53343
Washington DC 20009 USA
Tel: +1 202 483 6621
Fax: +202 986 8626
email: usinfo@eia-international.org

IMAGE DE COUVERTURE :

Mash Hall
www.mash-hall.com

SOMMAIRE

3	INTRODUCTION
4	QU'EST-CE QUE LA RSPO ?
5	LA CERTIFICATION ET LES NOUVELLES PLANTATIONS
6	LES AUDITEURS ET LE RÉGIME DE SURVEILLANCE
8	ÉTUDES DE CAS
18	CONCLUSION : QUI GARDE LES GARDIENS ?
22	RECOMMANDATIONS



INTRODUCTION

Le mal infligé aux personnes et à l'environnement par l'industrie de l'huile de palme constitue un scandale mondial. Des preuves accablantes réunies au cours des deux dernières décennies ont montré le rôle que cette industrie joue dans la destruction de la biodiversité, le changement climatique et la violation des droits des populations autochtones et des communautés.

La Table ronde pour une huile de palme durable ('Roundtable on Sustainable Palm Oil' ou RSPO) a été inaugurée en 2004 pour répondre à cette crise. Des producteurs, financiers et acheteurs d'huile de palme ont développé collectivement un système dont le but était de leur permettre de présenter une vision différente, celle d'une industrie responsable, capable de venir à bout de ces problèmes, d'assainir les chaînes d'approvisionnement et, au final, d'offrir au client un 'produit durable'.

Le système repose entièrement sur la capacité des auditeurs à surveiller les opérations des producteurs d'huile de palme pour veiller à ce que ces derniers ne soient pas en train de détruire des forêts primaires et des habitats vitaux ou d'expulser des communautés de leurs terres. Les grandes banques et les entreprises de biens de consommation délèguent maintenant la responsabilité des impacts de leurs politiques d'approvisionnement et de leurs transactions financières à ce type de cabinets d'audit.

Cependant, des recherches effectuées par l'Environmental Investigation Agency (EIA) et par Grassroots montrent à quel point ce système est sérieusement déficient. Les cabinets d'audit ne parviennent tout simplement pas à identifier et à atténuer les pratiques non durables adoptées par les producteurs de palmiers à huile. Non seulement ces cabinets procèdent à des évaluations on ne peut plus médiocres, mais en plus tout indique que dans certains cas ils sont de connivence avec les sociétés de plantations pour leur permettre de dissimuler des violations de la Norme RSPO. Les systèmes mis en place pour surveiller ces auditeurs ont totalement échoué.

Les conséquences de ces manquements sont graves. Du fait des manquements à leurs devoirs des auditeurs et de la RSPO, on constate qu'il n'a pas été possible d'éradiquer la destruction des forêts et de la biodiversité, les conflits sociaux enracinés, la traite des êtres humains et les menaces de mort contre les défenseurs de l'environnement. Sans contrôles et sans mesures appropriés, ces pratiques continueront à être considérées comme 'durable'.

Dans les faits, la surveillance du régime est assurée par les communautés et les militants qui contrôlent rigoureusement les sociétés de plantations. Un grand nombre de plaintes ont été déposées à l'encontre des membres de la RSPO ; celles-ci impliquent clairement les auditeurs et les accusent de procéder à des évaluations douteuses et de tenter délibérément de déformer les faits sur le terrain. Alors que les producteurs de palmiers à huile sont dans une certaine mesure sommés de rendre des

comptes, les auditeurs échappent constamment à la surveillance et sont libres de passer à la prochaine plantation et à la prochaine évaluation suspecte.

Il est évident que les auditeurs eux-mêmes doivent faire l'objet d'une surveillance rigoureuse, mais à ce jour la RSPO a fait preuve d'un manque d'auto-analyse critique. Du fait des faiblesses systémiques et des failles dans l'infrastructure de la RSPO, ces manquements sont rarement identifiés sans l'intervention des ONG. Le système n'est pas en mesure de tirer des leçons des abus perpétrés par les auditeurs, ni de combler les lacunes ou de remédier aux faiblesses liées à la surveillance des auditeurs.

Le présent rapport vise à exposer cette défaillance critique au sein de la RSPO et à encourager ses membres à s'engager à entreprendre des réformes significatives. De manière implicite, il soulève également des doutes sur la crédibilité des assurances comme quoi l'huile de palme certifiée par ce système peut être considérée comme 'durable'.

L'émergence de la RSPO a créé un écran entre les acheteurs d'huile de palme et certains problèmes de l'industrie. Elle a permis à des entreprises qui se sont engagées à acheter de l'huile de palme certifiée par la RSPO de prendre leurs distances par rapport à la destruction des habitats et à la violation des droits humains. Mais si, afin de résoudre ces problèmes, des doutes crédibles sont soulevés vis-à-vis de l'efficacité du régime de surveillance et de la RSPO, les acheteurs risquent de se trouver à nouveau exposés au scandale.

Tant qu'une réforme crédible ne sera pas mise en place, les acheteurs devront faire preuve de diligence raisonnable pour déterminer la source de leur huile de palme, ou courir le risque que de nombreux produits se retrouvant dans les rayons des supermarchés soient entachés par la traite des êtres humains, par des violations des droits humains et par l'extinction des espèces.

Il existe une opportunité immédiate d'initier une telle réforme, avec la 12^{ème} Assemblée générale annuelle des membres de la RSPO, qui se tiendra à Kuala Lumpur du 16 au 19 novembre 2015. Lors de cette assemblée, les membres seront invités à voter une résolution visant à assurer la qualité, la surveillance et la crédibilité des évaluations de la RSPO.

Les éléments de preuve contenus dans le présent rapport démontrent clairement l'importance d'appuyer cette résolution.

Palmiers à huile dans la concession de PT Kartika Prima Cipta, Kalimantan occidental

QU'EST-CE QUE LA RSPO ?

La RSPO est un système de certification fondé en 2004 par des sociétés de plantations et des ONG, en réponse à de nombreuses preuves montrant que la production d'huile de palme est à l'origine de la déforestation, de la perte de biodiversité et de violations des droits humains. Son objectif est de fournir aux acheteurs d'huile de palme l'assurance que le produit qu'ils utilisent a été fabriqué 'de manière durable'.

En 2005, les membres fondateurs ont convenu d'un ensemble de Principes et Critères (P&C, également appelés Norme RSPO) à partir desquels la production d'huile de palme pouvait être mesurée.¹ Les P&C ont été régulièrement examinés et révisés, au fur et à mesure de l'augmentation du nombre des membres de la RSPO. En 2014, la production certifiée représentait 20 % de l'approvisionnement mondial.²

Les producteurs de palmiers à huile membres de la RSPO peuvent commanditer des audits afin de vérifier les unités individuelles de leurs opérations (une huilerie et sa base d'approvisionnement) par rapport à la Norme. Si ces vérifications sont positives, ces unités de la compagnie peuvent produire une huile de palme qui sera commercialisée certifiée RSPO, à un prix plus élevé. Les membres sont tenus de prévoir un plan assorti d'un calendrier et de fixer un délai pour la certification de

l'ensemble de leurs opérations. En attendant, ils doivent se conformer aux règles de la Certification Partielle [voir encadré]. Par conséquent, les membres de la RSPO représentent une part beaucoup plus importante de l'offre mondiale que celle qui a fait l'objet d'une certification.³

La Norme prévoit un engagement envers la transparence, le respect de toutes les législations nationales, un traitement responsable des travailleurs, l'interdiction de la destruction des forêts primaires et des zones à 'Haute Valeur de Conservation' (HVC) [voir encadré], ainsi que le respect des droits fonciers coutumiers des communautés locales. Les entreprises ne peuvent pas acquérir des terres appartenant à des communautés sans un processus de Consentement Préalable, Libre et Éclairé (CLIP) [voir encadré].

La Norme n'a pas, à ce jour, interdit la déforestation ou l'élimination des tourbières, et n'exige pas non plus la protection des paysages renfermant un important stock de carbone. La RSPO n'est donc pas en phase avec une grande partie du marché où les grandes entreprises et les commerçants majeurs se sont engagés envers une déforestation 'zéro', ainsi qu'au respect des tourbières et des paysages renfermant un important stock de carbone. En conséquence, la RSPO ne parvient pas à résoudre le problème du rôle que joue le secteur dans le changement climatique d'origine anthropique, la conversion et le drainage des tourbières constituant une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre en Indonésie et en Malaisie.⁴

Cependant, à bien des égards, les exigences prévues par les concepts de HVC et de CLIP vont nettement au-delà des réglementations nationales adoptées en Indonésie ou en Malaisie, pays qui représentent environ 90 % de la production mondiale d'huile de palme.⁵ Même si elle ne constitue pas une solution miracle, la Norme, si elle est correctement appliquée, présente une opportunité importante d'atténuer l'impact sur les communautés autochtones et autres, ainsi que sur les travailleurs, la biodiversité, l'environnement et toute une série d'autres aspects.

Toutefois, beaucoup de critiques se sont élevées sur le fait que la RSPO ne combat pas les abus commis par les entreprises membres, et ce même dans les limites de ce qu'elle régit. La litanie de plaintes officielles déposées contre de grandes entreprises - dont la plus importante du secteur - montre bien que la Norme fait l'objet de violations continues.

À ce jour, les critiques se concentrent essentiellement sur les sociétés de plantations qui commettent ces violations. Pourtant, une grande partie de la responsabilité de ces violations, et de l'échec du système mis en place par la RSPO pour les empêcher, incombe aux auditeurs qui sont chargés de vérifier la conformité des planteurs.

QUE SONT LES HAUTES VALEURS DE CONSERVATION ?

Les HVC sont des valeurs biologiques, écologiques, sociales ou culturelles qui sont considérées comme exceptionnellement importantes ou très importantes. Elles peuvent répondre aux besoins de base des populations locales, fournir des services écosystémiques essentiels, ou protéger ou soutenir des espèces ou des habitats menacés. Six HVC ont été mises en place pour couvrir ces différents critères.

Au sein de la RSPO, les entreprises sont tenues d'identifier les zones HVC de manière participative, en partenariat avec les communautés locales et les autres parties prenantes.

La Norme stipule qu'aucun nouveau développement mis en place après novembre 2005 ne peut empiéter sur les terres de forêts primaires ou sur toute zone nécessaire pour maintenir ou améliorer une ou plusieurs des HVC.

Le HVC Resource Network, constitué de multiples parties prenantes, a été créé pour promouvoir l'approche HVC et soutenir sa mise en œuvre effective.

CERTIFICATION PARTIELLE

Les organisations ayant plus d'une unité d'exploitation sont uniquement autorisées à certifier des unités de gestion individuelles ou leurs filiales, à condition :

- qu'un plan assorti d'un calendrier ait été soumis à la RSPO, prévoyant une date limite pour la certification de toutes les entités concernées ;
- qu'il n'y ait pas de conflits fonciers 'significatifs' dans les exploitations non certifiées ;
- qu'il n'y ait pas de conflits du travail non résolus par un processus convenu dans les exploitations non certifiées ;
- que les exploitations certifiées n'aient pas remplacé des forêts primaires ou des zones HVC depuis novembre 2005 ;
- que les exploitations non certifiées ne violent pas la loi.⁶

LA CERTIFICATION ET LES NOUVELLES PLANTATIONS

COMMENT FONCTIONNE LA CERTIFICATION ?

Pour obtenir la certification de leurs activités, les membres de la RSPO doivent engager les services d'Organismes de Certification accrédités pour effectuer une évaluation de la conformité à la Norme. Les Organismes de Certification examinent la conformité grâce à des examens de la documentation, à des vérifications sur le terrain et à des consultations avec les parties prenantes.

Si un membre répond aux critères, les Organismes de Certification peuvent délivrer un certificat, valable pour cinq ans, assorti de Demandes de Mesures Correctives si nécessaire. Chaque année, ils évaluent les progrès accomplis par rapport aux Demandes de Mesures Correctives par le biais d'audits de surveillance.

Les entreprises ont le droit de vendre l'huile de palme produite par leurs huileries avec un certificat RSPO sous l'appellation d'huile de palme certifiée durable', en utilisant le logo de la RSPO.

LA PROCÉDURE DE NOUVELLE PLANTATION

En 2010, la RSPO a introduit la Procédure de Nouvelle Plantation (PNP) en réponse aux préoccupations liées aux pratiques néfastes adoptées dans des zones non certifiées. La PNP contraint les membres à procéder à des Évaluations des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES) et à des Évaluations HVC avant qu'ils ne commencent à exploiter de nouvelles concessions. En théorie, les évaluations doivent identifier les zones hors-limites, veiller à ce qu'un processus de CLIP soit bien en place pour les terres communautaires et s'assurer que les entreprises aient obtenu tous les permis juridiques nécessaires.

Ces évaluations des PNP sont le plus souvent réalisées par des experts-conseil indépendants ou par des organisations plus petites. Une fois les évaluations effectuées, ces dernières sont vérifiées par un Organisme de Certification par le biais d'une revue documentaire et, plus récemment, d'une visite sur le terrain. Une fois reconnues comme exactes, les évaluations sont soumises à la RSPO sous la forme d'une notification de PNP. Ces notifications, ainsi que les documents résumant les EIES et les évaluations HVC, sont publiés sur le site web de la RSPO afin permettre aux parties prenantes d'apporter leurs commentaires au cours d'une période de consultation de 30 jours. Une fois la période de consultation terminée, les entreprises peuvent commencer à défricher les terres.

La PNP constitue un élément essentiel de la RSPO, car elle doit avoir lieu avant tout aménagement de terrain. En conséquence, elle représente une opportunité d'empêcher la destruction de zones HVC et de prévenir les violations de droits, en évitant une perte de la biodiversité et la fomentation de conflits sociaux. Tandis que les audits de certification complète ont lieu dans des plantations établies produisant déjà des fruits de palmier à huile, la PNP prend place bien des années plus tôt, à un moment critique du processus d'acquisition des terres. C'est à ce stade que les conflits sociaux, la déforestation, les incendies, les violations de la loi et toute une série d'autres problèmes qui ont affecté le secteur sont le plus susceptibles d'émerger.

La PNP est également importante parce que de nombreux membres ont seulement une partie de leurs opérations de certifiées, et dans de nombreux cas aucune partie du tout. Dans ces cas, la PNP est la seule mesure permettant de savoir si ces opérations sont conformes à la Norme RSPO.

QU'EST-CE QUE LE CONSENTEMENT PRÉALABLE, LIBRE ET ÉCLAIRÉ ?

Le 'Consentement Préalable, Libre et Éclairé' (CLIP) est le principe selon lequel les communautés ont le droit de donner ou de refuser leur consentement à des projets proposés qui pourraient avoir une incidence sur les terres qu'ils possèdent de manière coutumière, qu'ils occupent ou qu'ils utilisent de quelque manière que ce soit.

Il s'agit d'un principe essentiel dans les zones où le palmier à huile est la principale culture, et où des systèmes juridiques coutumiers locaux existent en parallèle avec (et précèdent) les lois étatiques souvent utilisées pour régir le développement des plantations. Les communautés bénéficient souvent de droits de longue date reconnus à l'échelle locale, mais sans posséder de titres juridiques émis par l'État.

En conformité avec le principe de CLIP, les entreprises qui souhaitent utiliser des terres appartenant à des communautés autochtones et locales doivent entrer en négociations avec elles, sans aucune contrainte et avant que les développements ne commencent. Les communautés ont le droit de décider si elles sont d'accord ou non avec un projet, une fois qu'elles possèdent une compréhension complète et précise des conséquences de ce projet sur elles-mêmes et sur leurs terres.

La Norme RSPO stipule, entre autres chose, que :

- les entreprises ne peuvent pas utiliser des terres qui sont légitimement contestées par les communautés du fait de droits juridiques, coutumiers ou d'usage ;
- l'utilisation des terres ne peut pas porter atteinte aux droits coutumiers ou d'usage de personnes tierces sans leur Consentement Préalable, Libre et Éclairé ;
- les négociations doivent être traitées par le biais d'un système documenté permettant aux communautés autochtones et autres d'exprimer leurs points de vue à travers leurs propres institutions représentatives ;
- les populations locales doivent être compensées pour les acquisitions de terres et les abandons de droits convenus, sous réserve de l'obtention de leur Consentement Préalable, Libre et Éclairé et d'un accord négocié.

D'autres conseils sur la manière dont ces principes sont appliqués sont inclus dans les Interprétations Standards et Nationales propres aux pays concernés.⁷

LES AUDITEURS ET LE RÉGIME DE SURVEILLANCE

QUI SONT LES AUDITEURS ET COMMENT SONT-ILS RÉGLEMENTÉS ?

Les Organismes de Certification accrédités par la RSPO incluent et des sociétés de services techniques et des sociétés d'audit multinationales, telles que TUV Rheinland et SGS, ainsi que des entreprises plus petites basées à l'échelle nationale. Depuis 2012, les Organismes de Certification sont régulés par Accreditation Services International (ASI), une organisation internationale qui joue un rôle similaire à celui d'autres systèmes de certification tels que le label Forest Stewardship Council (FSC). ASI contrôle désormais chaque année les Organismes de Certification afin de garantir les niveaux de compétence.

Jusqu'en 2014, les évaluateurs réalisant des EIES et des évaluations HVC en vertu de la procédure de PNP étaient agréés par la RSPO. La RSPO a maintenant chargé le HVC Resource Network d'établir un Régime d'Autorisation des Évaluateurs (Assessors Licensing Scheme ou ALS) qui fournit des conseils aux évaluateurs des HVC et surveille leur performance.

La mise en place de l'ALS et la nomination d'ASI ont été des réponses aux lacunes constatées dans la performance des Organismes de Certification et des évaluateurs (collectivement dénommés 'auditeurs'). Ensemble, ils fournissent un régime de régulation qui constitue une amélioration par rapport à celui proposé en interne par la RSPO. Toutefois, des violations de la Norme dues à des auditeurs dévoyés continuent d'avoir lieu car le régime de régulation reste mal outillé pour dépister les évaluations de qualité inférieure et délibérément trompeuses. La surveillance des auditeurs est particulièrement faible au stade PNP, érodant l'efficacité de la PNP comme un point de contrôle critique capable d'anticiper la destruction des zones HVC et les violations de droits.

CI-DESSOUS :

Déforestation sur les terres communautaires de Muara Tae, Kalimantan oriental.



RÉSUMÉ DES MANQUEMENTS DES AUDITEURS DE LA RSPO

Sur le papier, plusieurs niveaux de freins et de contrepoids existent au sein du système. Par exemple, au cours des PNP, les évaluateurs agréés effectuent des contrôles sur le terrain, puis présentent des documents d'évaluation qui sont vérifiés par un Organisme de Certification avant d'être soumis à la RSPO et publiés à des fins de consultation. Dans la pratique, ces freins et contrepoids peuvent présenter des faiblesses et sont souvent contournés.

Les études de cas présentées dans le présent rapport apporteront la preuve des manquements suivants :

- Les auditeurs proposent des évaluations frauduleuses qui dissimulent des violations de la Norme et des Procédures de la RSPO ;
- Les auditeurs échouent à identifier des revendications relatives aux droits fonciers autochtones ;
- Les auditeurs échouent à identifier des conflits sociaux découlant de l'abus des droits communautaires ;
- Les auditeurs échouent à identifier des abus graves en matière de travail ;
- Les auditeurs échouent à identifier des risques liés à l'utilisation dans les plantations de personnes victimes de la traite ;
- Relevé d'ambiguïtés vis-à-vis de la conformité juridique ;
- Les auditeurs proposent des Évaluations HVC essentiellement inadéquates sur le plan de méthodologique qui donneront lieu à la destruction de zones HVC ;
- Les Organismes de Certification font preuve d'une compréhension imparfaite de la Norme ;
- Les Organismes de Certification soumettent des évaluations suspectes en réponse aux plaintes légitimes des ONG, et ces évaluations ne parviennent pas à répondre à l'objet des plaintes ;
- Existence de conflits d'intérêts en raison de liens entre les Organismes de Certification et les sociétés de plantations.

SURVEILLANCE DE FACTO ASSURÉE PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'infrastructure de la RSPO comprend un Système de Prise en Charge des Plaintes qui offre un recours aux ONG, aux communautés et aux autres parties prenantes extérieures lorsqu'il y a violation de la Norme par les membres de la RSPO. Les plaintes sont étudiées par le Comité d'Examen des Plaintes, composé d'un échantillon représentatif de membres, qui initie des mesures correctives.

Dans la pratique, ce ne sont ni les auditeurs ni la RSPO elle-même qui assurent la surveillance du système et l'identification des violations majeures. Ce sont plutôt les ONG et les communautés qui sont constamment en train de signaler des violations commises par les sociétés de plantations en déposant des plaintes officielles.

Cinquante-deux plaintes sont actuellement enregistrées dans le système de suivi des plaintes en ligne de la RSPO, dont 45 sont liées à la certification (y compris la PNP) ; 62 % de ces cas concernent des évaluations de la HVC, 42 % ont trait à des conflits fonciers et 40 % ont trait au principe de CLIP.⁸ La capacité limitée de la société civile à surveiller de manière efficace, avec des budgets limités, un secteur qui couvre des millions d'hectares de terres sur trois continents suggère que ces violations ne représentent que la pointe de l'iceberg.

En outre, les plaintes enregistrées ne sont pas la preuve d'un système performant capable de traiter ses propres problèmes. Une abondance de données montrent que la procédure de traitement des plaintes n'a pas réussi à fournir des résultats acceptables pour les plaignants ou à forcer les membres dévoyés à rendre des comptes.⁹ Les conflits d'intérêts suscitent des préoccupations, et l'on voit des entreprises ayant fait l'objet de plaintes rejoindre le Comité d'Examen des Plaintes, alors même que les problèmes soulevés restent en suspens. Certaines plaintes traînent souvent depuis cinq ans ou plus sans résolution.

Dans la plupart des cas, ces plaintes ont émergé seulement après que les auditeurs aient manqué des opportunités évidentes d'identifier les violations - ou le risque que des violations se produisent - à un stade beaucoup plus précoce. En dépit de cela, les auditeurs font rarement l'objet de plaintes. En tout, sauf dans deux cas, les plaignants ont ciblé les sociétés de plantations elles-mêmes, dans le but de répondre à un besoin urgent de prévenir des pertes de zones HVC et d'endiguer des conflits. Ils n'ont pas pris en compte le rôle des auditeurs ni les divers manquements, erreurs et fraudes dont ils sont responsables. Lorsque les preuves de manquements de la part des auditeurs ont été claires, la RSPO n'a ni examiné ces preuves ni agi pour y remédier.



© Alejo Sabugo/IAR Indonesia

Comme il sera montré dans une étude de cas, ASI est désormais en mesure de mener des enquêtes proactives sur la bonne conformité des Organismes de Certification. Cependant, l'organisation n'a pas encore été chargée d'examiner des travaux de qualité inférieure ou frauduleux réalisés au cours des PNP, c'est-à-dire au point le plus critique, lorsque le préjudice peut être évité. La RSPO a également échoué à agir de façon proactive pour signaler les Organismes de Certification à ASI lorsque les preuves étaient suffisamment claires pour justifier une telle action.

Le Système de Prise en Charge des Plaintes est un sujet qui revient souvent dans les études de cas présentées dans le présent rapport. Ceci tient en partie au fait que le processus permet de garder une trace écrite qui à son tour rend possible l'identification des violations et la compréhension du rôle joué par les auditeurs. Une autre raison est qu'il démontre les pratiques rétrogrades auxquelles les auditeurs se livrent lorsque des plaintes sont retenues contre les sociétés de plantations. Loin d'aider à identifier les manquements des sociétés, les auditeurs ont dans certains cas compliqué la résolution des litiges par le biais de nouvelles évaluations inadéquates et de conflits d'intérêts.

CI-DESSUS :

Sauvetage d'un orang-outan par IAR Indonesia dans le Kalimantan occidental.

'La surveillance du système est assurée par les ONG et les communautés qui sont constamment en train de signaler des violations commises par les sociétés de plantations.'

ÉTUDES DE CAS

Membres de la communauté de Muara Tae, Kalimantan oriental.

DES ÉVALUATIONS DE PNP FRAUDULEUSES ET TROMPEUSES

© Tom Johnson/EIA

SOCIÉTÉ :

First Resources Ltd

LOCALISATION :

Kalimantan oriental, Indonésie

ÉVALUATEURS :

Experts-conseil du Bogor Agricultural Institute

ORGANISME DE CERTIFICATION:

TUV NORD Indonesia

En septembre 2012, la RSPO a publié une notification de PNP concernant PT Borneo Surya Mining Jaya (PT BSMJ), filiale d'une société membre de la RSPO, First Resources Ltd. Cette notification comportait les résumés d'une Évaluation HVC et d'une Évaluation des Impacts Sociaux et Environnementaux, réalisées pour le compte de la concession de PT BSMJ en Kalimantan oriental, Indonésie. Les évaluations avaient été réalisées par des experts du Bogor Agricultural Institute (IPB) et vérifiées par un Organisme de Certification agréé par la RSPO, TUV NORD Indonesia.¹⁰

EIA, qui était en pourparlers depuis 2011 avec les villageois de Muara Tae, l'une des communautés revendiquant des droits fonciers coutumiers à l'égard de terres se trouvant au sein de la concession, a été en mesure de déterminer à partir d'une revue documentaire des évaluations que celles-ci comprenaient une série de fausses allégations. Après de nouveaux pourparlers avec la communauté, il est devenu clair que les experts de l'IPB savaient également que ces allégations étaient fausses.

Les documents affirmaient que les terres de l'ensemble des populations locales se trouvant au sein de la concession avaient été identifiées et que les terres avaient été acquises par PT BSMJ par le biais d'un processus de Consentement Préalable, Libre et Éclairé. Les documents affirmaient également que PT BSMJ n'était pas encore opérationnel.

'Il est curieux qu'on ait pu passer à côté d'un tel problème par inadvertance.'

Comité d'Examen des Plaintes de la RSPO, avril 2013

Dans les faits, PT BSMJ avait déjà commencé à défricher les terres au moment où les évaluations ont eu lieu.¹¹ La société avait commencé à empiéter sur des terres appartenant à la communauté de Muara Tae, sans avoir obtenu son consentement, allumant un conflit avec le village qui dure encore à ce jour. Durant le processus de réalisation de ces études, les évaluateurs de l'IPB avaient visité Muara Tae. Au cours des premières étapes du processus d'autorisation, le personnel de direction de PT BSMJ avait également rendu visite aux habitants. Il avait été clairement expliqué aux deux parties que la communauté rejetait l'idée de la plantation proposée sur leurs terres et qu'elle refusait de participer aux évaluations de PNP.¹²

Au lieu de tenir compte de ces préoccupations dans les documents de PNP, les évaluateurs ont rédigé les documents sans faire mention de Muara Tae. Ils ont prétendu à tort avoir utilisé une méthode 'd'échantillonnage délibéré' pour justifier le fait qu'ils n'avaient pas mené d'interviews dans l'ensemble des sept villages se trouvant à l'intérieur et à proximité de la concession. D'après les documents, le seul village non inclus dans leur échantillon était Muara Tae.

L'omission de Muara Tae, la tromperie vis-à-vis de la portée de l'étude, l'affirmation selon laquelle PT BSMJ était pas encore opérationnel et l'affirmation selon laquelle les terres de toutes les populations locales avaient été identifiées et acquises doivent être considérées comme des actes frauduleux. Ces fraudes ont permis à PT BSMJ de continuer le défrichage et de se déclarer faussement conforme à la Norme RSPO. Après la publication des documents de PNP, EIA a déposé une plainte auprès de la RSPO.¹³ Le Comité d'Examen des Plaintes a engagé les services d'un Organisme de Certification pour réaliser une enquête sur le terrain, laquelle a confirmé les allégations formulées par EIA. Sur la base de cette enquête, le Comité d'Examen des Plaintes a jugé qu'EIA avait réussi à identifier un 'problème social majeur' et qu'il était 'curieux qu'on ait pu passer à côté d'un tel problème par inadvertance'. Il a également noté que l'Évaluation HVC avait insuffisamment pris en compte trois des six zones HVC, et qu'elle n'avait pas reconnu des forêts revêtant une importance particulière pour Muara Tae, avec notamment la présence de bois de fer (*Eusideroxylon zwageri*).¹⁴

Les manquements des évaluateurs ont permis à PT BSMJ de continuer à défricher des zones HVC et d'empiéter sur des terres communautaires jusqu'à ce que le Comité d'Examen des Plaintes retienne la plainte d'EIA. Ces violations ont donné lieu à un conflit tenace entre la société mère de PT BSMJ, First Resources Ltd, et la communauté, conflit qui se poursuit encore à ce jour.

Bien que la plainte d'EIA contre PT BSMJ soit maintenant bloquée au sein du Système de Prise en Charge des Plaintes, le responsable de la durabilité chez First Resources, société mère de PT BSMJ, a été autorisé à devenir membre du Comité d'Examen des Plaintes.

SOCIÉTÉ :

Golden Agri Resources

LOCALISATION :

Kalimantan occidental, Indonésie

ÉVALUATEURS :

Experts-conseils du Bogor Agricultural Institute

ORGANISME DE CERTIFICATION :

PT Mutuagung Lestari

En 2013, les ONG Forest Peoples Programme (FPP) et TUK-Indonesia ont réalisé une évaluation des impacts sociaux de concessions faisant l'objet d'un développement de la part de Golden Agri Resources (GAR) dans le District de Kapuas Hulu, au Kalimantan occidental. Cette revue accordait une attention particulière à la conformité de GAR à la Norme RSPO dans une concession spécifique, celle de PT Kartika Prima Cipta (PT KPC).

Après s'être entretenues avec les communautés, FPP et TUK-Indonesia ont déterminé que GAR avait pris possession de terres sans avoir obtenu le Consentement Préalable, Libre et Éclairé des communautés, lesquelles avaient fait l'objet d'une 'pression soutenue' de la part de la société pour libérer les terres. GAR avait également échoué à terminer l'Évaluation HVC pour la concession.

En janvier 2014, les ONG ont publié leurs conclusions dans un rapport détaillant des violations massives de la Norme RSPO. Au moment de la rédaction du rapport, GAR a démarré une tentative de résolution des différends. La société a pris l'engagement verbal de cesser d'exercer toutes pressions sur les communautés afin de les forcer à libérer leurs terres, et de stopper le défrichement des forêts, des tourbières et des zones HVC. Elle a également commandité une nouvelle Évaluation HVC, laquelle a été réalisée par des experts-conseils de l'IPB.¹⁵

En mars 2014, l'enquête de suivi réalisée sur le terrain par FPP a révélé que PT KPC continuait ses opérations, ceci constituant une violation grave des exigences de la RSPO ayant trait aux Évaluations HVC et au principe de CLIP. En outre, l'ONG a noté que les problèmes étaient indicatifs de défauts systémiques propres à l'approche adoptée par GAR dans l'acquisition et la gestion des terres, défauts qui se retrouvaient dans les opérations de la société au Kalimantan.¹⁶

À ce stade, GAR a largement reconnu l'ampleur du problème de ses opérations, ainsi que l'insuffisance de son Évaluation HVC dans la concession PT KPC. Selon FPP, GAR a reconnu le caractère systémique des problèmes liés à son approche des droits coutumiers et de l'acquisition des terres, lesquels problèmes pouvaient, par voie de conséquence, avoir un impact sur l'ensemble de ses filiales. C'est ainsi que la société s'est engagée à réviser ses Procédures d'Exploitation Normalisées, au sujet desquelles FPP a été consultée, et à offrir de nouvelles formations à son personnel.¹⁷

Entre avril et juillet 2014 cependant, des notifications de PNP ont été publiées pour 18 concessions de GAR. Les concessions ont été vérifiées et déclarées conformes à la PNP par l'Organisme de Certification PT Mutuagung Lestari.¹⁸

Dans une plainte officielle soumise ensuite à la RSPO, FPP a fait valoir que GAR et ses évaluateurs savaient clairement que les filiales ne pouvaient pas être en conformité. Les Évaluations HVC avaient été jugées insuffisantes par la société elle-même et étaient en train d'être refaites. Les aspects basiques du processus de CLIP, considérés comme fondamentaux avant toute notification de PNP, n'avaient pas été mis pas en place. Dans la majorité des concessions, la cartographie participative n'avait même pas encore commencé.¹⁹

Après analyse par FPP des documents de PNP, l'ONG en a conclu que ces documents contenaient des allégations 'trompeuses, voire fausses' concernant les études HVC menées dans les concessions. Les informations fournies 'masquaient' le fait que PT KPC n'avait pas mis en place de processus de CLIP et que les mesures rudimentaires nécessaires pour démarrer ce processus n'avaient pas été prises. La concession avait 'négligé' des conflits fonciers multiples et graves qui avaient déjà été exposés publiquement par FPP et reconnus par GAR.²⁰

Les données de permis fournies dans le cadre des rapports de PNP sont en conflit avec l'allégation de GAR, comme quoi la société aurait pleinement obtenu les droits légaux correspondant aux plus de 270 000 hectares de terres des 18 concessions. Les preuves présentées par FPP relatives aux HVC, au processus de CLIP et au statut juridique des terres montraient clairement que GAR n'était pas été en mesure de présenter des documents de PNP et que, par conséquent, elle n'était pas prête à démarrer le défrichement des terres en conformité avec les règles de la RSPO.

Dans sa plainte, FPP a souligné que toute une mine d'informations démontrant explicitement un manque de conformité avec les règles de la RSPO avait été publiée quelques mois avant la soumission des documents de PNP. Il était inconcevable que les évaluateurs qui avaient réalisé ces évaluations, et que PT Mutuagung Lestari qui les avait vérifiées, n'aient pas été au courant de ces problèmes. Sur ces bases, FPP en est arrivée à la conclusion qu'il semblerait que ces évaluateurs aient agi de connivence avec GAR pour masquer la situation réelle.²¹

FPP a noté que les fausses déclarations soulevaient un doute sur la validité de la procédure de PNP. En outre, l'ONG a souligné que 'si l'on ne pouvait pas faire confiance aux affirmations de tiers évaluateurs, la crédibilité de l'ensemble du processus de normalisation et de certification volontaire de la RSPO pouvait être mise en doute'.

GAR a fait retirer l'ensemble des soumissions de PNP relatives à toutes les concessions immédiatement après le dépôt de la plainte. En mars 2015, le Comité d'Examen des Plaintes de la RSPO a retenu la plainte de FPP et a ordonné GAR de cesser ses activités de développement sur l'ensemble des 18 concessions en attendant la résolution de la plainte.²² À ce jour, la plainte n'a toujours pas été résolue.

FPP a déposé une plainte contre PT Mutuagung Lestari en octobre 2014. Au moment de la rédaction du présent document (soit plus d'un an plus tard), celle-ci n'a toujours pas été traitée par ASI et par la RSPO, en raison d'une impossibilité à déterminer la procédure à suivre et du suivi très lent de la part du Secrétariat de la RSPO.



© Marcus Colchester/Forest Peoples Programme

'Il semblerait que ces évaluateurs aient agi de connivence avec GAR pour masquer la situation réelle.'

Forest Peoples Programme, octobre 2014

DES ÉVALUATIONS HVC DE QUALITÉ INSUFFISANTE

SOCIÉTÉ :

Noble Group

ÉVALUATEURS HVC :

Experts-conseils du Bogor Agricultural Institute (IPB)

ORGANISMES DE CERTIFICATION :

TUV Rheinland and BSI Group Singapore Pte Ltd

Ces dernières années, le Fonds norvégien Government Pension Fund-Global (GPF), premier fonds souverain au monde, a cédé une grande partie de ses participations importantes dans le secteur de l'huile de palme au motif que les opérations de la plupart des producteurs présentaient un risque trop élevé de violation de ses Directives Éthiques.²³ Ces directives interdisent en effet au Fonds d'investir dans des entreprises dont les activités présentent un 'risque inacceptable' de contribution à des 'dommages environnementaux graves'.

Au mois de décembre 2012, le Conseil d'Éthique du Fonds a commandité une évaluation de son investissement dans Noble Group (Noble), se concentrant sur deux concessions détenues par le groupe en Indonésie. Le risque de 'dommage environnemental grave' a été mesuré par un examen des Évaluations HVC commandé par Noble pour répondre aux exigences de la procédure de PNP.²⁴

Les concessions PT Henrison Inti Persada (PT HIP), dans la province de Papouasie occidentale, et PT Pusaka Agro Lestari (PT PAL, dans la province de Papouasie, représentent environ 70 000 hectares (ha), essentiellement constitués de forêts tropicales de plaine. Les deux concessions sont situées au sein d'écorégions revêtant une importance mondiale pour la conservation de la biodiversité, à savoir les forêts pluviales de plaine de Vogelkop-Aru et les forêts de plaine du sud de la Nouvelle-Guinée. Les premières contiennent plusieurs espèces d'oiseaux endémiques à la région qu'on ne trouve nulle part ailleurs dans le monde.

L'Évaluation HVC de la concession PT HIP a été réalisée en 2010 par des experts-conseils du Bogor Agricultural Institute. L'évaluation a permis de déterminer que la majorité des 32 546 ha de la concession étaient constitués de forêts tropicales de plaine ; 13 200 ha ont été identifiés comme forêts naturelles dégradées à différents niveaux, et 6 000 ha comme consacrés à l'huile de palme. Inexplicablement, les 13 000 ha restants de la concession n'ont pas été assignés à un type spécifique de forêt dans l'Évaluation HVC.²⁵

L'Évaluation HVC a identifié 661 plantes, même si seulement 30 % d'entre elles ont été identifiées au niveau de l'espèce. Un total de 75 espèces animales a été identifié dans le rapport, mais aucun effort n'a été déployé pour identifier les espèces d'amphibiens ou d'insectes. Les zones à HVC identifiées étaient presque toutes situées dans des bandes étroites (25 à 50 m) de zones riveraines - l'habitat naturel qui se trouve en bordure des rivières, des ruisseaux et des lacs - et 420 ha de parcelles de forêt situées sur des pentes abruptes ont été également inclus.²⁶

Compte tenu de l'emplacement, les grandes parcelles de forêt tropicale de plaine au sein de la concession étaient susceptibles d'accueillir de hauts niveaux de biodiversité, y compris des espèces n'existant pas en dehors de la Nouvelle-Guinée. En 2011, une autre

équipe d'experts-conseils du Bogor Agricultural Institute a réalisé une Évaluation HVC dans la concession de 35 760 ha appartenant à Noble, la concession PT PAL se trouvant dans la province voisine de Papouasie. Les évaluations ont identifié un nombre étonnamment peu élevé d'espèces (58) et aucun effort n'a été prodigué pour identifier toutes espèces d'amphibiens, de poissons ou d'insectes menacés. Les HVC identifiées se trouvaient toutes dans des zones riveraines ou des tourbières.

Aucun effort n'a été fait pour identifier les HVC dans la forêt tropicale de plaine sur des sols minéraux bien drainés et, par conséquent, aucune donnée n'a été rendue disponible faisant état de probables pertes importantes de biodiversité, si cet habitat était converti à l'huile de palme. Si l'on étudie les données de biodiversité pour des zones comparables, il est fort probable que cette partie de la concession possède des niveaux plus élevés de diversité faunistique et floristique que ceux identifiés dans l'Évaluation HVC.²⁷

L'examen commandité par le Conseil d'Éthique a constaté que soit les Évaluations HVC étaient inadéquates soit, dans le cas des grands blocs de forêt tropicale de plaine présents dans les deux concessions, qu'elles n'avaient tout simplement pas été réalisées. L'examen a conclu qu'on ne pouvait pas savoir si une partie de la biodiversité serait perdue et a noté qu'il n'existait 'aucune base scientifique permettant d'affirmer que les zones de conservation prévues étaient suffisantes pour assurer la continuation de l'existence pérenne des zones HVC'.²⁸

Les Évaluations HVC ont recommandé la conversion de 55 000 ha de forêts 'sans fournir de données suffisantes sur l'état des forêts, la biodiversité ou les écosystèmes'. L'examen en a conclu que ces zones constituaient très probablement l'habitat de grandes populations d'espèces menacées, protégées ou des endémiques qui seraient détruites. Il a également fait observer que les zones limitées mises de côté par Noble étaient 'en fait des zones que la Société était tenue de protéger en vertu des exigences nationales indonésiennes'.²⁹

Le Conseil a jugé que les études HVC portant sur ces zones protégées en vertu de la loi indonésienne comportaient un 'biais attribuable à l'échantillonnage'. Au final, 'il semblerait que la volonté de renforcer [la conservation de] la biodiversité n'aille pas beaucoup au-delà des exigences déjà mises en place par la législation nationale'.

Suite à l'examen des Évaluations HVC, le Conseil d'Éthique a envoyé ses conclusions en février 2013, accompagnées d'un projet de recommandation préconisant de se désunir de Noble. En retour, Noble a fait valoir que l'analyse du Conseil 'calomniait [...] de manière fondamentale l'ensemble du processus de certification indépendante de la RSPO, ainsi que la validité du processus PNP et le professionnalisme des études HVC réalisées par des personnes agréées par la RSPO'.³⁰

Le Conseil d'Éthique a conclu que 'le fait d'être membre de la RSPO ne constituait pas en lui-même une garantie que les zones HVC seront identifiées, protégées et gérées de manière à ce que la biodiversité soit protégée dans le cadre de la conversion des forêts'. Les recommandations du Conseil ont été retenues et le Fonds a vendu sa participation s'élevant à 49 millions USD dans Noble Group.³¹

Les Évaluations HVC ont été vérifiées par des Organismes de Certification approuvés par la RSPO et ont passé avec succès le stade de notification de PNP. Les grandes zones de forêt tropicale de plaine vont maintenant être défrichées en complète conformité avec le processus d'évaluation de la RSPO, ce qui constitue un désaveu cruel de la Norme et qui ne pourra que conduire à des pertes importantes en termes de biodiversité.

SOCIÉTÉ :

PT Sawit Sumbermas Sarana

ÉVALUATEUR HVC :

PT Sonokeling Akreditas Nusantara

ORGANISME DE CERTIFICATION:

TUV Rheinland

PT Sawit Mandiri Lestari (PT SML), filiale de PT Sawit Sumbermas Sarana (PT SSS), revendique des droits relatifs à une concession d'environ 20 000 ha dans le Kalimantan central, en Indonésie. La concession se trouve au sein d'un paysage identifié par les écologistes comme un habitat prioritaire pour la protection des orangs-outans.³² En mars 2015, une notification de PNP pour PT SML a été lancée par la RSPO, à des fins de consultation pour une période de 30 jours.

Les travaux de terrain relatifs à l'Évaluation HVC ont été réalisés par PT Sonokeling Akreditas Nusantara (PT Sonokeling) en 2014. Les évaluateurs ont identifié 4 832,83 hectares de zones HVC. Les zones étaient dispersées et constituées principalement de parcelles isolées de forêts de colline et de zones riveraines, soit des zones d'habitat naturel déjà protégées en vertu de la législation nationale.³³

Les évaluateurs ont noté un certain nombre d'espèces menacées à l'échelle mondiale et protégées par la loi indonésienne, y compris le pangolin de Malaisie, l'orang-outan de Bornéo et des essences d'arbres menacées d'extinction. Malgré cela, les zones HVC identifiées étaient nettement insuffisantes pour permettre une protection de ces espèces. Ces zones étaient principalement constituées de petits sommets de collines et d'étroites bandes d'habitat riverain, éloignées les unes des autres pour la plupart et complètement isolées de tous les grands blocs d'habitat naturel du paysage. Il n'existe pas d'informations dans le résumé de l'Évaluation HVC sur la façon dont les espèces végétales seront préservées.

Par le biais d'interviews avec les communautés vivant à l'intérieur et autour de la concession, les investigateurs d'EIA ont pu identifier de graves lacunes au niveau de l'approche des HVC sociales et du processus de CLIP. Les leaders de trois communautés n'avaient pas eu connaissance du processus de RSPO ni de l'obligation de la société à respecter les revendications en matière de droits fonciers coutumiers. Aucun d'entre eux n'avait été impliqué dans des évaluations de terrain ni n'avait fait l'objet d'interviews détaillées afin d'identifier les HVC. En fait, ils ont déclaré ne pas avoir rencontré PT Sonokeling et même en ignorer le nom. Les réunions entre eux et la société avaient porté sur des questions de petites exploitations et l'on n'avait pas répondu à leur demande d'un accord écrit.³⁴

La société a reconnu plus tard que le processus de cartographie participative n'avait pas commencé, ce qui montre qu'elle n'aurait pas dû être en mesure de présenter une notification de PNP.³⁵

EIA a déposé une plainte à la RSPO en juin 2015, faisant part de ses préoccupations concernant l'Évaluation HVC lacunaire sur le plan technique et le fait que cette dernière ne prévoyait pas la protection des espèces en voie d'extinction au sein de la concession.³⁶ La plainte soulevait également des doutes sur la mesure dans laquelle l'évaluation a véritablement permis d'identifier avec précision les HVC sociales. EIA a fait valoir que l'évaluation était clairement inadaptée et qu'elle devrait donc être supprimée du dossier.

La RSPO a par la suite demandé à PT SML de soumettre l'Évaluation à des fins d'examen par les pairs et d'y ajouter un addendum. Mais l'Évaluation HVC est restée en l'état, légitimant la destruction probable de HVC.

Suite à des pressions de la part de ses acheteurs principaux,³⁷ PT SML a commandité une 'évaluation complète de la situation des orangs-outans', laquelle devra être réalisée par une organisation environnementale crédible. Cela semblerait indiquer que PT SML est bien consciente que l'Évaluation HVC n'avait pas permis d'identifier de manière exhaustive et précise l'habitat des orangs-outans. PT SSS a confirmé à EIA que la nouvelle étude serait 'adaptée au plan d'usage foncier',³⁸ même s'il se peut que son Évaluation HVC reste à-même de préparer le terrain pour les zones à défricher.



Village à proximité de la concession de PT SML dans le Kalimantan central.

COMMENT LES ORGANISMES DE CERTIFICATION RÉPONDENT-ILS AUX VIOLATIONS DE LA NORME RSPO ?

ORGANISME DE CERTIFICATION :

TUV NORD Indonesia

CAS CONNEXE :

First Resources Ltd in East Kalimantan

En 2012, EIA a déposé une plainte officielle à la RSPO, accusant PT BSMJ, filiale de First Resources, de violations du principe de CLIP, de PNP et autres règles de la RSPO (voir page 8). La plainte en elle-même visait First Resources, l'objectif étant de répondre à la nécessité de cesser immédiatement des opérations de défrichage et d'atténuer les pressions exercées à l'encontre de la communauté de Muara Tae.

Cependant, la plainte était fondée sur des évaluations trompeuses réalisées par des experts liés au Bogor Agricultural Institute et commanditées par First Resources. Les évaluations ont été examinées et approuvées par TUV NORD Indonesia (une filiale du groupe international TUV NORD) en sa capacité d'Organisme de Certification accrédité. Les documents de PNP incluaient une 'déclaration de vérification' qui se concluait en ces termes : 'L'évaluateur de TUV NORD a confirmé que l'évaluation et le plan étaient exhaustifs, professionnels et conformes aux principes, critères et indicateurs de la RSPO'.³⁹

En parallèle à la plainte déposée contre First Resources, EIA a fait directement part de ses inquiétudes à TUV NORD, expliquant dans sa correspondance que le groupe avait validé des évaluations manifestement inexacts et potentiellement frauduleuses. Dans une lettre envoyée le 9 novembre 2012, EIA a écrit : 'Les documents préparés par ou au nom de TUV NORD, et 'validés' par TUV NORD, contenaient des mensonges intentionnels et délibérés [...] Cela soulève de sérieuses questions car on est en droit de se demander si l'intention de TUV NORD dans cette affaire était de préserver l'intégrité des Principes et Critères de la RSPO ou de protéger les intérêts de la société'.⁴⁰

Les éléments de preuve ont été soumis par EIA à TUV NORD, ce qui a plus tard conduit le Comité d'Examen des Plaintes de la RSPO à convenir que de graves violations de la Norme RSPO avaient bien eu lieu. TUV NORD n'avait pas effectué de visites sur site, mais avait seulement procédé à une 'revue documentaire' des évaluations produites par une tierce partie - à savoir les experts-conseils du Bogor Agricultural Institute. En l'occurrence, EIA espérait que TUV NORD réexaminerait les évaluations sur la base des nouveaux éléments de preuve et serait capable d'expliquer comment et pourquoi l'organisme avait omis d'identifier les violations de la Norme SPO.

Dans un email adressé à EIA le 27 novembre 2012, le président

'Chez TUV NORD Indonesia, nous sommes tous des Indonésiens instruits! Nous avons une meilleure idée de la façon d'aimer et de protéger notre propre pays !'

Email adressé à EIA par TUV NORD Indonesia, novembre 2012

directeur de TUV NORD a confirmé qu'il avait 'immédiatement' formé une équipe afin de 'recouper de manière indépendante' les éléments de l'affaire, et qu'il avait organisé une réunion en tête-à-tête avec First Resources.⁴¹ L'email rejetait par ailleurs les préoccupations d'EIA en ne tenant compte ni des éléments de preuve ni des questions de fond. En outre, dans sa réponse, TUV NORD a fait des déclarations qui démontrent une compréhension erronée de la Norme RSPO, notamment en ce qui concerne les questions de droits coutumiers qui gangrèment l'affaire.

Les problèmes fondamentaux de la position adoptée par TUV NORD sont les suivants :

- Un amalgame erroné entre le processus de 'consultation' tel que la loi l'exige sous la forme d'une Évaluation des Impacts Environnementaux et le processus légitime d'obtention d'un CLIP. TUV NORD a déclaré que le processus d'obtention de l'évaluation, une exigence en vertu de la loi indonésienne, impliquait une 'consultation publique avec les parties concernées'. EIA ne contestait pas la présence d'une Évaluation des Impacts Environnementaux, mais le fait que la consultation au sein de ce processus était bien en-deçà des exigences en termes de CLIP ;
- TUV NORD a déclaré que le village de Muara Tae, dont les terres avaient été annexées, n'avait pas été identifié dans la Licence d'Exploitation de la Plantation (IUP) émise par l'administration du district et que la communauté n'avait pas été compensée en conséquence. Dans son email, TUV NORD Indonesia a déclaré s'être 'appuyé sur l'IUP ... dans la réalisation de son audit de vérification' ;
- TUV NORD a déclaré que les revendications en termes de droits fonciers coutumiers de Muara Tae au sein de la concession avaient été réfutées par un décret émis par l'administration du District. L'organisme a ajouté : 'Nous pensons que ni BSMJ, ni TUV NORD ni aucune ONG ne sont en mesure de déterminer la propriété des terres par toute communauté, pas plus que de confirmer la revendication de Muara Tae portant sur environ 4 303 ha de zone de concession. Cette question devrait être traitée de manière légitime par le gouvernement local.'

La réponse met l'accent sur le droit écrasant de l'État. Elle utilise implicitement la conformité de First Resources avec les processus et permis réglementaires mis en place par l'État pour justifier les opérations de l'entreprise dans les territoires coutumiers. Ce raisonnement trahit une mauvaise compréhension de la Norme RSPO, celle-ci étant distincte - et allant au-delà - de la loi de l'État.

Il convient de noter en particulier que l'argument selon lequel le gouvernement local serait seul à même de déterminer la 'propriété des terres par toute communauté' contrevient à l'Interprétation Nationale Indonésienne de la Norme RSPO. L'interprétation définit les droits coutumiers comme 'des habitudes d'utilisation de longue date de terres et de ressources communautaires, conformément aux lois coutumières, aux valeurs, aux coutumes et aux traditions des peuples autochtones, y compris l'utilisation saisonnière ou cyclique, plutôt qu'un titre juridique officiel délivré par l'État relevant de la propriété foncière et de la propriété de ressources'.

En conséquence, le décret auquel TUV NORD faisait référence ne réfutait pas les droits coutumiers de la communauté. Mais le processus de consultation utilisé pour l'Évaluation des Impacts Environnementaux ne constituait pas pour autant un processus de CLIP.

Dans son investigation 'indépendante' de l'affaire, TUV NORD a omis de consulter la communauté dont les droits en termes de CLIP ont été violés et dont les terres ont été annexées par First Resources. L'examen semble se fonder uniquement sur des témoignages informels de First Resources et des évaluateurs, et ce en dépit des éléments de preuve présentés par EIA comme quoi les deux parties avaient totalement ignoré - délibérément ou non - les droits de la communauté concernée. Les manquements initiaux de TUV Nord sont la conséquence d'un défaut structurel dans le régime de la surveillance de la RSPO, à savoir que si un évaluateur présente des informations trompeuses, cette tromperie ne peut pas être identifiée par une revue documentaire. Cependant, sa réponse face à un cas robuste alléguant que l'organisme aurait validé des documents trompeurs trahit une faille structurelle au sein dudit régime, à savoir que les Organismes de Certification réagissent à de telles preuves en travaillant en étroite collaboration avec les sociétés de plantations pour fournir des 'réponses' sans véritablement remédier au problème.

Lorsqu'ASI a repris en charge la responsabilité de l'accréditation des Organismes de certification, l'organisation a constaté que TUV NORD Indonésie ne respectait pas les exigences de la RSPO. TUV NORD n'a pas pris de mesures de réparation et son accréditation a été résiliée.⁴² En Décembre 2015, les Nations Unies décerneront le Prix Équateur à la communauté de Muara Tae, en reconnaissance de 'ses réalisations locales exceptionnelles dans la promotion du développement durable'.⁴³

ORGANISME DE CERTIFICATION :

Control Union Certifications BV

CAS CONNEXE :

Kuala Lumpur Kepong dans le Kalimantan central

En 2011, EIA a publié un rapport détaillant les opérations de PT Menteng Jaya Sawit Perdana (PT Menteng), filiale de Kuala Lumpur Kepong (KLK), société membre de la RSPO. Peu de temps après, le 'Fire Information for Resource Management System' de la NASA a enregistré un 'point chaud' à fort degré de probabilité dans la concession le 22 ou le 23 juin 2011, indiquant une forte présomption de démarrage d'un feu de taille significative.⁴⁴

Le 20 juin, Control Union Certifications (CUC) a fait savoir à EIA par email qu'en tant qu'Organisme de Certification de KLK, il avait bien reçu le rapport et la plainte officielle et qu'il allait ouvrir une enquête.⁴⁵

Un mois plus tard, CUC a envoyé les résultats de son enquête à EIA. Concernant le rapport d'un point chaud dans la concession de PT Menteng, CUC a écrit que KLK avait mis en place une politique interdisant les incendies et qu'aucune preuve de feu n'avait été trouvée dans aucune des autres plantations de KLK auditées par CUC. Il a ajouté que KLK n'avait enregistré aucune trace d'incendie dans la concession à la date déclarée.⁴⁶

CUC est parvenu à ses conclusions après une réunion avec le personnel de KLK dans ses bureaux. Il n'a pas effectué de visite sur site dans la concession de PT Menteng. Plus d'un an plus tard, CUC a effectué une deuxième évaluation, au cours de laquelle il a trouvé un rapport de police rédigé par KLK confirmant un 'démarrage' d'incendie le 22 ou le 23 juin. Sur la base de ce rapport de police, le second rapport de CUC suggérait que l'allégation selon laquelle 'il n'y avait eu aucune trace de feu dans la zone de concession au cours de cette période' avait été 'incorrectement expliquée'.⁴⁷

Cette affaire démontre une fois de plus la faiblesse des enquêtes internes et des évaluations de plaintes réalisées par les Organismes de Certification, lesquels font beaucoup trop confiance à leurs clients et s'arrangent pour que la charge de la preuve incombe aux plaignants.



© Masyarakat Muara Tae



© Tom Johnson/EIA

'Si l'on se base sur le rapport de police, l'allégation selon laquelle 'il n'y a eu aucune trace de feu dans la zone de concession au cours de cette période' a été incorrectement expliquée.'

CUC, septembre 2012

LES ORGANISMES DE CERTIFICATION, LES PLAINTES ET LES CONFLITS D'INTÉRÊT

ORGANISMES DE CERTIFICATION :

Intertek (anciennement Moody International),
SGS Qualipalm et BSI

CAS CONNEXE :

IOI Group

IOI Group est un conglomérat malaisien spécialisé dans l'huile de palme représenté au Conseil des Gouverneurs de la RSP0 par le biais de sa filiale, Loders Croklaan. En termes de volume d'huile de palme certifiée durable (CSPO) commercialisée et de portefeuille de terrains certifiés par la RSP0, IOI Group est l'un des membres les plus importants de la RSP0. IOI Loders Croklaan est un fournisseur clé d'Unilever,⁴⁸ la quatrième plus grande entreprise de biens de consommation au monde.⁴⁹

En dépit de ces références, IOI Group (IOI) s'est montré incapable à partir de 2010 de résoudre des plaintes majeures déposées à son encontre auprès de la RSP0, assorties d'un nombre substantiel d'éléments de preuve. Au moment de la rédaction du présent rapport, il fait face à un risque élevé de suspension de la part de la RSP0 en raison de son incapacité à résoudre ces questions.

Les deux cas présentés ci-dessous sont le type même d'affaires qui se produisent généralement lorsque que des auditeurs échouent à identifier des problèmes de non-conformités avec les règles régissant la Certification Partielle proposée par la RSP0. Les deux cas ont été encore gravement aggravés par le fait qu'IOI a fait appel à ses propres auditeurs, qui avaient émis des certificats à IOI, pour mener à bien la 'vérification' des plaintes déposées contre la société.

Au cours des cinq dernières années, IOI et une succession d'auditeurs se sont, par conséquent, laissés entraîner à plusieurs reprises dans des conflits d'intérêts qui font que des allégations crédibles de violations de la loi, de destruction de zones HVC et d'abus des droits communautaires ont été laissées en suspens.

Premier cas : Long Teran Kanan

En novembre 2010, des représentants du village de Long Teran Kanan, au Sarawak, en Malaisie, en collaboration avec une coalition d'ONG, ont déposé une plainte officielle contre IOI. La plainte alléguait qu'IOI avait pris possession de terres coutumières appartenant au village.⁵⁰ En réponse, IOI a fait appel à Moody International (Moody), un Organisme de Certification, pour procéder à une 'vérification' de la plainte.

À ce moment-là, Moody avait déjà délivré des certificats RSP0 à d'autres parties des opérations d'IOI basées ailleurs en Malaisie. En vertu des règles de la Certification Partielle, le conflit en cours à Long Teran Kanan aurait dû conduire à une suspension de ses certificats RSP0. En tant que telle, la plainte soulevait des questions qui ne concernaient pas uniquement IOI mais également Moody. Dans les faits, la commission a chargé Moody d'enquêter à la fois sur son client et sur lui-même.

Les plaignants ont averti Moody que cela représentait un conflit d'intérêts manifeste.⁵¹ Moody a ignoré cet avertissement et lors des évaluations sur le terrain, des membres de son personnel se sont présentés au chef de village de Long Teran Kanan en tant qu'évaluateurs travaillant pour le compte de la RSP0. Lorsque le chef du village a fait

valoir que les évaluateurs n'étaient pas mandatés par la RSP0, les évaluateurs ont continué d'affirmer le contraire.⁵²

Les plaignants ont considéré le rapport qui a été produit comme une tentative 'd'identifier des arguments qui pourraient permettre de rejeter la requête et la cause des plaignants.⁵³ Le rapport a été publié sur le site de l'IOI, mais dans les faits il a par la suite été ignoré par toutes les parties prenantes. Le cas Long Teran Kanan demeure irrésolu à ce jour.

Deuxième cas : Ketapang, Kalimantan occidentale, 2010

La deuxième plainte concerne les activités de filiales détenues majoritairement par IOI dans le District de Ketapang, dans le Kalimantan occidental. La plainte a été initiée en réponse à la publication en mars 2010 d'un rapport rédigé par Les Amis de la Terre, intitulé 'Too Green to be True'.⁵⁴

Les allégations contenues dans le rapport en question étaient choquantes. Les filiales d'IOI étaient accusées d'avoir fait des déclarations 'frauduleuses' au gouvernement indonésien, prétendant faussement n'avoir pas commencé des travaux de défrichage avant de soumettre une Évaluation des Impacts Environnementaux à des fins d'examen. Mais apparemment, deux filiales avaient déjà empiété illégalement sur des Forêts de Production. Une concession avait été établie presque entièrement sur des tourbières, en violation des propres politiques d'IOI. Le défrichage avait commencé avant même que des Permis de Plantation Commerciale, juridiquement obligatoires, aient été délivrés, ce qui constitue une violation de la loi indonésienne. Le rapport présentait un dossier solide assorti de preuves *prima facie*, comme quoi des actes criminels graves avaient eu lieu.

En réponse au rapport, IOI a fait appel à un autre de ses Organismes de Certification, SGS Qualipalm, afin de 'vérifier' les allégations. L'évaluateur principal de SGS a plus tard reformulé le rapport de vérification qui en a résulté, faisant de ce dernier une PNP pour le groupe des filiales d'IOI en Indonésie, à savoir le Groupe SNA. SGS a ainsi grossièrement combiné en un seul et même rapport une plainte officielle de vérification avec une PNP officielle de la RSP0. IOI a publié le rapport sur son site Web au début de l'année 2011. Cette 'PNP' n'a jamais été traitée par la RSP0.⁵⁵

Le rapport de vérification a été rejeté par les plaignants en raison de la tentative de le reformuler pour en faire une PNP officielle avalisée par la RSP0, plutôt qu'une activité non procédurale s'inscrivant hors des limites du mandat accrédité de SGS.⁵⁶ En outre, le rapport de SGS omettait des renseignements incriminants cruciaux concernant des activités illégales du Groupe SNA qui ne pouvaient pas avoir échappé à l'attention de l'évaluateur, à savoir le fait que deux des filiales du groupe avaient démarré des travaux de défrichage sans avoir obtenu les permis requis par la loi en janvier et mars 2009. Les permis n'ont été délivrés que le 3 décembre 2009.

En mars 2015, l'ONG Aidenvironment a de nouveau déposé une plainte contre IOI au motif que les violations dans le District de Ketapang n'avaient toujours pas été résolues. Cette plainte portait également sur de nouvelles découvertes, alléguant une violation répétée d'un ensemble de règles de la RSP0 par des filiales d'IOI.⁵⁷

Sur la base des expériences précédentes avec Moody et SGS Qualipalm, Aidenvironment exigeait qu'IOI ne fasse pas appel aux services d'un Organisme de Certification pour vérifier la plainte. Aidenvironment a écrit qu'elle serait prête à travailler avec une équipe interne de l'entreprise, à condition que les travaux soient guidés par des Termes de Référence clairement définis ou, alternativement, a recommandé



Signe démarquant les terres coutumières de Long Teran Kanan à Sarawak, Malaisie.

© Aidenvironment

que la vérification soit effectuée par ASI.⁵⁸

Cependant, une fois de plus, IOI a fait appel à son propre évaluateur, HVC Aksenta, et à son propre Organisme de Certification, Intertek (qui avait été acquis par Moody), afin de procéder à la vérification. Le plaignant n'a pas été consulté eu égard aux Termes de Référence, et l'auditeur n'a pas contacté le plaignant pour comprendre les motifs de la plainte qui s'étaient accumulés pour constituer une affaire complexe s'étendant sur environ cinq ans.⁵⁹

Une fois encore, l'ensemble du processus a été compromis par un conflit d'intérêts manifeste. Pour que l'enquête soit efficace, il aurait fallu qu'Aksenta détermine si les sites HVC qu'il avait identifiés à des fins de conservation avaient été défrichés par son client et que les évaluateurs d'Intertek identifient les manquements de leurs propres collègues et de leur employeur. Néanmoins, la RSPO a affiché les rapports en ligne, présentant au public une perception sans doute trompeuse des suites de la plainte.

L'exercice dans son intégralité a été compromis de manière fondamentale par ce conflit d'intérêts. Cette interprétation des événements a été confirmée plus tard par ASI, qui a déclaré : 'Cette activité [...] soulève des inquiétudes en termes d'impartialité et de conflits d'intérêts'.⁶⁰

Plaintes contre les Organismes de Certification

Aidenvironment a déposé des plaintes officielles contre deux des Organismes de Certification d'IOI en août 2015. Ces plaintes ont été les premières à être traitées par ASI en vertu du mandat lui ayant été confié par la RSPO.

Les deux plaintes, l'une contre Intertek et l'autre contre BSI, alléguaient que les organismes avaient manqué à leurs obligations de vérifier la bonne conformité d'IOI avec les exigences de Certification Partielle, en certifiant comme conformes à la RSPO certaines parties des opérations d'IOI, alors même que des violations graves restaient en suspens. L'ONG alléguait également que l'évaluation par Intertek des plaintes d'Aidenvironment ne relevait pas du champ d'application de son

accréditation RSPO et que celle-ci était en contradiction avec 'l'esprit' des statuts de la RSPO.⁶¹ BSI a répondu à la plainte dans une lettre envoyée à Aidenvironment deux mois plus tard, le 9 novembre 2015. L'Organisme de Certification expliquait que la lettre avait été envoyée de manière confidentielle et que ses conclusions n'avaient pas été rendues publiques.⁶²

Intertek a répondu à la plainte au bout de six semaines. Concernant les allégations de conflit d'intérêts, l'organisme a soutenu que la RSPO accordait aux producteurs 'le droit' de nommer des Organismes de Certification accrédités pour effectuer des vérifications de plainte.⁶³ Le document de la RSPO ayant trait aux Systèmes de Certification ne contient aucun article d'un tel ordre. Au contraire, il stipule que 'les Organismes de Certification ne peuvent pas fournir de conseils de gestion à la société faisant l'objet d'un audit'.

Intertek a également affirmé avoir pris part à 'de nombreuses consultations préalables avec le secrétariat de la RSPO', suite auxquelles le personnel de la RSPO a approuvé sa décision de se charger de la mission.⁶⁴ Si cela est bien le cas, le personnel de la RSPO n'a pas pris en compte l'une des exigences fondamentales du plaignant, rendue explicite pour assurer une bonne impartialité.

Six années plus tard, ces affaires ne sont toujours pas résolues. Elles ont été compliquées par le rôle joué par les auditeurs dans leur évaluation des plaintes déposées contre leur propre client. De telles activités éloignent encore la perspective d'obtenir un arbitrage impartial et de voir s'ouvrir un chemin clairement défini conduisant à la résolution des plaintes. Tout ceci a transformé en marasme le Système de Prise en Charge des Plaintes, qui entrave les ONG depuis des années dans une guerre d'usure, dans laquelle l'obscurantisme l'emporte sur les preuves

En novembre 2015, la RSPO se réunira pour délibérer au sujet de la demande qui a été déposée pour qu'IOI ne soit plus autorisé à vendre de l'huile de palme certifiée. Si la suspension est prononcée, cela sera au moins en partie dû aux mauvais conseils prodigués par les Organismes de Certification.

NON IDENTIFICATION DE PRATIQUES DE TRAVAIL ABUSIVES

La Federal Land Development Agency (FELDA) est l'une des plus grandes entreprises d'huile de palme au monde, gérant plus de 400 000 ha de terres en Indonésie et en Malaisie.

Elle a été fondée en 1956 par le gouvernement malaisien pour aider à soulager la pauvreté parmi les populations sans terre. Récemment, elle a fait l'objet de critiques en raison de la médiocrité de son bilan en matière de durabilité et des tensions qui semblent perdurer entre l'entreprise et les petits exploitants ruraux, tensions qui seraient dues à une possible 'sous-évaluation systématique des palmiers à huile et à l'utilisation du pouvoir politique pour faire main-basse sur des terres'.⁶⁵

En juillet 2015, le Wall Street Journal a publié un article basé sur des enquêtes concernant l'utilisation de travailleurs immigrés et les pratiques de travail employées au sein d'une plantation de la FELDA.⁶⁶ L'article comportait une série d'allégations de mauvais traitements au travail et de violations des droits au sein d'une concession de la FELDA, avec en outre des mauvaises conditions de sécurité, une absence de compensation pour les blessures subies dans le cadre du travail et l'utilisation sans formation de pesticides dangereux. Les allégations les plus graves concernaient le recours à des travailleurs immigrés ayant été introduits en contrebande dans le pays par des trafiquants d'êtres humains et forcés de travailler des mois entiers sans salaire.

Les travailleurs interviewés dans le cadre de l'article ont déclaré qu'ils avaient été employés par des entrepreneurs plutôt que par la FELDA et qu'on les envoyait de concessions en concessions. Un travailleur a déclaré que les entrepreneurs 'les achetaient et les vendaient comme du bétail' et que lui-même n'avait reçu aucun salaire en six mois. Un autre a affirmé que les entrepreneurs leur avaient pris leurs passeports afin qu'ils ne puissent pas s'en aller, et qu'ils étaient menacés d'arrestation s'ils tentaient de le faire.

Les travailleurs employés directement par la FELDA ont rapporté de meilleures conditions, mais ils ont également prétendu être payés moins que le salaire mensuel minimum légal de RM900 (240 USD). Ils ont corroboré ces affirmations en montrant leurs bulletins de salaire au journaliste. La FELDA a dans l'ensemble rejeté les allégations de l'article, déclarant qu'elle respectait les 'droits fondamentaux' des travailleurs, qu'elle leur assurait le salaire minimum et que ces derniers étaient couverts par une assurance.

Quelques semaines après la publication de l'article du WSJ, le Comité d'Examen des Plaintes a commandité une évaluation indépendante afin de déterminer la compétence des Organismes de Certification de la RSPO à identifier les problèmes de droits de la personne et de droits du travail, confiant cette mission à ASI.⁶⁷ Au moment de l'annonce de cette investigation, la RSPO a fait savoir qu'il ne s'agissait pas de la première allégation concernant les droits des travailleurs, et qu'il y avait même eu des allégations comme quoi certains membres feraient travailler des enfants.

En octobre, ASI a publié les résultats de ses investigations portant sur trois huileries de palme de la FELDA, chacune étant servie par plusieurs plantations. Deux des huileries ont gardé leur certification, mais elles

'Ils nous achètent et nous revendent comme du bétail, a déclaré un Bengalais âgé de 25 ans, qui a également affirmé être passé entre les mains de trois entrepreneurs pendant six mois sans recevoir un seul salaire.'

Wall Street Journal, juillet 2015



Travailleur originaire du Bangladesh ayant été vendu pour venir travailler dans une plantation de la FELDA en Malaisie.

© Syeed Zain Al-Mahmood/WSJ

avaient déjà fait l'objet d'évaluations à des fins de certification, évaluations qui avaient été réalisées par Control Union Malaysia Sdn Bhd (Control Union). La troisième avait été certifiée par PT Mutuagung Lestari.⁶⁸

L'enquête a examiné la performance d'audit des deux Organismes de Certification en interrogeant le personnel de l'entreprise, les employés, les petits exploitants et les entrepreneurs, et en comparant les éléments de preuve se trouvant dans les rapports des Organismes de Certification avec la 'réalité sur le terrain'.

ASI a constaté des déficiences majeures dans les audits réalisés par PT Mutuagung Lestari et Control Union. Dans les deux cas, les organismes avaient omis de prendre en compte des zones susceptibles de présenter des risques environnementaux et sociaux au sein des petites exploitations, lesquelles constituent 'le risque potentiellement le plus élevé pour la mise en œuvre des exigences de la RSPO'. Il s'est avéré que la FELDA n'avait pas respecté une série de principes importants de la RSPO, et que ces derniers n'avaient 'pas été évalués de façon appropriée'. Ces principes étaient liés à l'utilisation des pesticides, à la formation du personnel et des entrepreneurs, à l'évaluation des impacts sociaux et aux droits des travailleurs.

ASI a constaté que les problèmes 'récurrents' de dettes subies par les communautés n'avaient pas été abordés dans les évaluations des impacts sociaux. Dans les domaines audités par PT Mutuagung Lestari, ASI a confirmé que les travailleurs ne recevaient pas tous le salaire minimum et que certains travaillaient sept jours par semaine. Un ouvrier avait même travaillé 28 jours d'affilée sans pause. Dans les domaines audités par Control Union, il a été constaté que les femmes travaillaient à temps plein à la cueillette des fruits de palmiers à huile, mais que leur salaire ne correspondait qu'à un travail à temps partiel. En conséquence, leur salaire mensuel s'élevait à seulement RM500, soit près de la moitié du salaire minimum légal.

ASI n'a trouvé aucune preuve de travail forcé ou de traite, mais la FELDA a été incapable de démontrer comment elle en avait atténué les risques chez ses sous-traitants et dans les petites exploitations. ASI a conclu qu'il s'agissait là du 'risque potentiellement le plus élevé' en termes de conformité de l'entreprise avec la RSPO. Elle a également confirmé l'allégation selon laquelle les passeports des employés étaient détenus par la société. Les travailleurs ont confié au WSJ que cette pratique était utilisée pour les contrôler, mais des déclarations signées ont été montrées à ASI, indiquant que les employés avaient remis leurs passeports volontairement pour 'qu'ils soient gardés en lieu sûr'.

Depuis 2010, le ministère du Travail américain a identifié l'huile de palme de la Malaisie comme une marchandise reconnue pour être produite grâce au travail forcé ou au travail des enfants, en violation des normes internationales.⁶⁹ La FELDA a confirmé que près de 85 % de sa main-d'œuvre était composée de travailleurs immigrés.⁷⁰ Dans ces conditions, le fait que des Organismes de Certification n'aient pas réussi à identifier et à atténuer un risque aussi connu et d'une importance aussi critique représente une profonde lacune quant à la capacité de la RSPO de fournir l'assurance que l'huile de palme certifiée ne contribue pas à de graves violations des droits.

Soustraction à la Procédure de Nouvelle Plantation

À l'heure où la Procédure de Nouvelle Plantation est affaiblie par des évaluations de qualité médiocre, l'efficacité de cette dernière et la crédibilité de la RSPO sont également compromises par un problème plus simple : certains membres évitent tout simplement la procédure PNP. Ils sont capables de le faire en raison de l'absence d'un mécanisme permettant d'identifier les sociétés qui défrichent des terres avant toute PNP et, plus important encore, d'agir contre elles.

Lorsque cela se produit, il n'existe aucune garantie permettant de certifier que les sociétés ne défrichent pas des zones HVC ou qu'un processus de CLIP a bien été mis en place. Lorsque les sociétés soumettent des notifications de PNP après le début des opérations, comme cela est le cas dans les études de cas présentées dans ce rapport, on constate des pertes de zones HVC et l'apparition de conflits sociaux.

Triputra Agro Persada (TAP) est un exemple frappant de l'ampleur de ce problème. Dans un rapport publié en 2013, EIA a noté que la réserve foncière plantée de ce membre de la RSPO était passée de 82 000 hectares en 2010 (moment où la PNP est devenue obligatoire), à plus de 134 000 hectares trois ans après.⁷¹ Durant cette période, TAP n'a pas soumis une seule notification de PNP.⁷²

Entre 2006 et 2014, TAP a été responsable de la déforestation d'au moins 37 000 hectares.⁷³ La réserve foncière importante de l'entreprise - qui fait de cette dernière l'une des plus grandes compagnies d'huile de palme en Indonésie - empiète sur plus de 28 000 hectares d'habitat potentiel et réel pour les orangs-outans, terres ont peut-être été défrichées à l'heure actuelle.⁷⁴ EEIA et d'autres organisations ont documenté de graves conflits sociaux qui n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part des auditeurs en raison du refus manifeste de TAP de se soumettre aux exigences de la RSPO.

Il existe une disparité évidente entre l'expansion agressive promise par TAP dans ses rapports annuels, rédigés à l'intention des investisseurs et des financiers, et la croissance modeste déclarée à la RSPO dans sa Communication annuelle au sujet des progrès réalisés (Annual Communication of Progress ou ACOP).⁷⁵

L'Amérique latine est devenue la deuxième plus grande région productrice d'huile de palme dans le monde et 26 producteurs sont désormais membres de la RSPO. Selon les propres estimations de la RSPO, ces membres gèreraient plus de 250 000 hectares de palmiers à huile.⁷⁶ Mais à ce jour, seules quatre notifications de PNP ont déjà été soumises dans cette région.

Cela dénote une très grande absence de contrôle, avec des violations potentiellement proportionnelles des règles de la RSPO qui ne font pas

l'objet d'un examen dans des pays où les violations des droits de l'homme sont monnaie courante. En août 2015, des menaces de mort ont été signalées à l'encontre d'un militant écologiste qui avait protesté contre le déplacement d'agriculteurs ruraux par une société membre de la RSPO en Colombie.⁷⁷ La société en question, Poligrow Colombia Ltda, possède une réserve foncière de plus de 10 000 hectares, mais EIA n'a trouvé aucune trace de notifications de PNP.⁷⁸

Il n'existe aucun mécanisme qui permette d'identifier les entreprises qui manquent d'effectuer des évaluations ou de soumettre des notifications. Le système repose sur le principe d'auto-déclaration et de toute évidence les entreprises abusent de cette confiance, ce qui a des conséquences néfastes. En l'absence de plaintes formelles, le Secrétariat de la RSPO fait preuve d'une incapacité alarmante à réagir adéquatement et rapidement aux éléments de preuve de violations graves, quand il n'a pas tout simplement manqué de réagir.

Dans le cas de TAP, les éléments de preuve ont été publiés dans un rapport qui a été vu par le Secrétariat. Mais à la connaissance d'EIA, aucune sanction n'a été prise, aucune plainte n'a été déposée et aucune notification de PNP n'a été soumise.

Au mois d'août, la RSPO a écrit un courriel à Poligrow 'demandant des éclaircissements' à l'égard des allégations formulées par EIA. En septembre, le Comité d'Examen des Plaintes a chargé le Secrétariat d'écrire à la société 'pour demander des éclaircissements au sujet de la soumission de PNP'.⁷⁹

Il s'agit-là d'une réaction bien dérisoire à des preuves de violations graves des droits de l'homme.

'Si la sécurité élémentaire, ainsi que les droits aux terres et à l'eau des populations locales en Colombie ne peuvent être assurés, c'est l'ensemble de l'industrie colombienne du palmier à huile qui est entachée par ces rapports de violence et d'intimidation.'

EIA, 2015



Déforestation dans la concession de Triputra agro Persada au Kalimantan central.

CONCLUSION : QUI GARDE LES GARDIENS ?

LES MANQUEMENTS DES AUDITEURS CONSTITUENT UNE MENACE STRUCTURELLE À LA CRÉDIBILITÉ DE LA RSPO

Des violations systématiques et graves de la Norme RSPO ont été commises à plusieurs reprises par certains des plus grands producteurs d'huile de palme au monde. Ces manquements portent atteinte au fondement même de la façon dont ces entreprises travaillent. Les manières dont Golden Agri Resources envisage le principe de CLIP, et dont la FELDA appréhende les droits du travail, en sont un exemple probant.

Les manquements mis en évidence par les vérificateurs sont également de nature systémique. Ils trahissent non seulement un manque de compétences, mais également, et de façon encore plus fréquente, un manque de volonté d'identifier les lacunes et de veiller à ce que les entreprises respectent les normes de la RSPO. La façon dont les Organismes de Certification réagissent face aux preuves de violations suggère une réticence à y répondre, et même à comprendre comment de telles irrégularités procédurales peuvent se produire.

La mise en place du Régime d'Autorisation des Évaluateurs en 2014 et la nomination d'Accreditation Services International pour réguler les Organismes de Certification

devraient permettre d'améliorer le système. Cette année, la RSPO a également démarré des consultations en vue d'échafauder une nouvelle version plus détaillée de la Procédure de Nouvelle Plantation (ci-après dénommée 'projet de version 2015 de la PNP').⁸⁰

Cependant, comme expliqué ci-après, des problèmes structurels et systémiques persistent ; ce sont eux qui ont créé les conditions ayant rendues possibles les défaillances dont il est fait état dans le présent rapport.

Les Organismes de Certification dénoncés dans ce rapport – c'est-à-dire ceux qui ont approuvé ou même couvert des évaluations non conformes aux normes – représentent environ un quart de l'ensemble des Organismes de Certification aujourd'hui accrédités par ASI et allant à l'encontre des exigences de la RSPO. Avant que ces manquements importants et systémiques ne soient résolus, les acheteurs d'huile de palme et les financiers doivent exercer leur devoir de diligence raisonnable afin de déterminer la 'durabilité' ou non de l'expansion des plantations qu'ils facilitent.

L'analyse qui suit identifie les aspects spécifiques du système mis en place par la RSPO qui devraient faire l'objet d'améliorations et de réformes.

LES FAIBLESSES DU RÉGIME ACTUEL :

Surveillance des Organismes de Certification

ASI réalise désormais des évaluations annuelles pour vérifier les compétences des Organismes de certification, et son mandat lui permet de les suspendre si nécessaire. Cependant, l'organisation ne se voit pas automatiquement confier les preuves de performances insuffisantes lorsque celles-ci sont identifiées dans un contexte alternatif, alors que c'est le cas avec les plaintes officielles.

Les évaluations des Organismes de Certification par ASI ne font pas encore partie du domaine public. Cela conduit à un manque de transparence concernant les décisions et les raisons qui les sous-tendent, et à une baisse sensible du niveau de responsabilité en termes d'atteinte à la réputation.

Connaissances techniques limitées

On constate des faiblesses manifestes dans la compréhension de la Norme par les auditeurs, notamment en ce qui concerne les critères sociaux. Ceci est démontré dans les études de cas du présent rapport. La mise en place du Régime d'Autorisation des Évaluateurs et la poursuite des suspensions décidées par ASI ont pour objectif d'améliorer la situation. Mais l'ampleur des faiblesses est frappante et la vérification des évaluations erronées persiste plus de deux ans après la nomination d'ASI.

Conflits d'intérêts

Les Organismes de Certification, dont l'objectif est de proposer des services de certification aux membres, ont été chargés d'évaluer les plaintes déposées à l'encontre d'entreprises qu'ils avaient eux-mêmes certifiées. Il s'agit-là d'un conflit d'intérêts manifeste qui fragilise le processus de traitement des plaintes.

Un producteur interrogé au cours de la rédaction du présent rapport a déclaré qu'à son avis la performance des auditeurs était souvent liée au désir des ces mêmes auditeurs d'être capables de poursuivre leurs activités. Il est essentiel de mettre en place une démarcation claire.

Insuffisance des conseils prodigués pour la bonne conduite des Évaluations des Impacts Environnementaux

Le projet de version 2015 de la PNP stipule que les EIES réalisées à des fins de PNP doivent être 'exhaustives, participatives et dirigées par un expert-conseil indépendant respectueux des normes nationales'. Ces lignes directrices sont faibles, ambiguës et fournissent des orientations insuffisantes au grand public quant à la méthodologie obligatoire. Les exigences légales nationales sont presque certainement moins rigoureuses que les exigences de la RSPO (si elles ne sont pas en contradiction avec elles), notamment en ce qui concerne les questions sociales.

Insuffisance des consultations liées à la Procédure de Nouvelle Plantation

Le processus de consultation et les moyens par lesquels les commentaires sont sollicités pendant les PNP restent passifs et simplistes dans le projet de version 2015 de la PNP. La RSPO confie aux entreprises la responsabilité du partage des résumés d'évaluation, que ce soit au niveau local ou au niveau des plantations. Dans les faits, cela signifie que la consultation des parties prenantes locales est souvent réalisée par la partie directement intéressée.

Dans les cas étudiés par EIA, les communautés n'avaient pas vu les documents de PNP. La RSPO a mis en place une page Web sur laquelle sont publiées les notifications de PNP, mais le contenu est généralement disponible uniquement en anglais, ce qui pose un problème pour certaines communautés locales et pour certaines parties prenantes concernées. Dans la pratique, les communautés sont souvent incapables de vérifier les faits et d'apporter leurs commentaires aux Évaluations HVC et aux EIES.

Les commentaires reçus de la part du grand public au cours de la période de consultation sont renvoyés aux sociétés de plantations même lorsqu'il y a des preuves manifestes de violations graves.

Insuffisance des Évaluations HVC et de la surveillance

S'il est certain que le Régime d'Autorisation des Évaluateurs permettra d'améliorer la surveillance, la RSPO n'a toujours pas fixé de normes minimales obligatoires pour garantir une qualité acceptable des Évaluations HVC. Cela est particulièrement nécessaire dans le domaine des HVC 'sociales', dont il a été démontré qu'elles étaient mal comprises par les évaluateurs. C'est ainsi que le Conseil d'Éthique du Fonds norvégien Government Pension Fund-Global (GPF) s'est rendu compte que les évaluations ne couvraient souvent qu'une petite partie des zones de concession et qu'elles autorisaient par la suite la conversion de zones non sondées.

CI-DESSOUS :

Bébé orang-outan et sa mère ayant été secourus dans le Kalimantan occidental.



© Alejo Sabugo/MR Indonesia



© Tom Johnson/EIA

CI-DESSUS :
Rivière dans la concession de
PT SML, Kalimantan central.

**'On ne sait pas si la
RSPO poursuivra de
manière agressive
les suspensions
prononcées contre
les évaluateurs
ayant fourni des
évaluations de
qualité inférieure et
même frauduleuses.'**

On ne sait pas si la RSPO poursuivra de manière agressive les suspensions prononcées à l'encontre des évaluateurs ayant fourni des évaluations de qualité inférieure et même frauduleuses, ni même si elle les mettra sur une liste noire. Les auditeurs responsables d'évaluations inférieures aux normes qui sont cités dans le présent rapport continuent à produire de nouvelles évaluations.

Insuffisances dans la vérification des Procédures de Nouvelle Plantation

Les exigences de vérification des Évaluations de PNP restent rudimentaires dans le projet de version 2015 de la PNP. On ne sait pas si la RSPO fournira des directives précises, ni même des indicateurs ou des seuils permettant d'évaluer les études. À titre d'exemple, les Organismes de Certification devront vérifier 'l'exhaustivité et la qualité de toutes les études réalisées' mais le seuil minimal de 'qualité' n'a pas été clairement établi. Le processus de CLIP demeure confus, et les exigences imposées aux entreprises restent ambiguës.

À ce titre, le Secrétariat de la RSPO joue un rôle critique dans l'identification des soumissions problématiques ou à haut risque approuvées par les Organismes de Certification. Cependant, le projet de version 2015 de la PNP se contente d'indiquer que la RSPO 'devra vérifier que la soumission est complète' avant de poster des nouvelles notifications à des fins de consultation. Il n'y a pas d'autres informations disponibles publiquement qui permettent de savoir la RSPO procédera à des examens appropriés, ni comment elle procédera à ces examens.

ASI, qui assure actuellement la surveillance globale des Organismes de Certification, ne possède pas de mandat pour mener des enquêtes sur les évaluations de PNP. Il s'agit-là d'une défaillance cruciale ; ASI est capable de mener des enquêtes proactives sur le terrain pour veiller à la conformité mais sans ce mandat, elle n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions au niveau du développement des plantations, qui représente le moment où le risque est le plus critique et le plus élevé. Les Organismes de Certification, qui sont coupables d'avoir couvert et validé des évaluations défectueuses, sont actuellement à peine mentionnés.

Insuffisance des directives liées à la surveillance à posteriori de la Procédure de Nouvelle Plantation

Le processus de PNP est intrinsèquement risqué, car il nécessite l'évaluation et la vérification des plans et études, et non leur mise en œuvre. On constate un manque d'orientations dans le projet de version 2015 de la PNP ainsi que dans les autres documents de la RSPO sur la façon dont sera surveillée la mise en œuvre des EIES et des Évaluations HVC.

La procédure de surveillance et de vérification de la mise en œuvre des PNP dans le cadre des évaluations de conformité annuelles ou des évaluations de recertification reste confuse ; tandis que les zones certifiées sont évaluées chaque année, la RSPO stipule que les exploitations non certifiées seront évaluées seulement une fois tous les cinq. Cela crée beaucoup de temps et de marge pour faciliter les violations après les Évaluations de PNP.

Ceci concerne particulièrement le processus de CLIP et les accords avec les communautés.

Insuffisance des directives liées à la vérification du processus de CLIP

Les directives liées aux exigences de respect des droits communautaires, au CLIP et à la vérification de ces exigences sont confuses et trompeuses. Le projet de nouvelle version de la PNP stipule qu'une cartographie participative devra avoir lieu avant les évaluations sociales et environnementales, et que le processus de CLIP devra se poursuivre au fur et à mesure de la réalisation de ces évaluations. Il stipule également que les Organismes de Certification devront fournir une déclaration écrite comme quoi le producteur a obtenu 'le consentement des communautés locales et des populations autochtones' lors de la validation des

Évaluations de PNP. Cependant il poursuit en précisant que 'le processus de CLIP devra être documenté à ce point et qu'un accord social complet pourra encore faire l'objet de négociations'. Ceci semblerait indiquer que les Organismes de Certification pourront valider le 'consentement' avant même que des accords aient été passés, ce qui, en plus d'être illogique, soulève des questions quant à ce à quoi exactement les communautés donneront leur consentement. Les directives créent une ambiguïté vis-à-vis des exigences de CLIP qui peut être exploitée par les producteurs et les Organismes de Certification, ainsi que l'atteste le présent rapport.

Comportements frauduleux

La RSPO n'est pas seulement minée par l'insuffisance des conseils et par le manque de qualification des auditeurs. Les preuves montrant que des auditeurs ont pu valider ou faire des sciemment des fausses déclarations dans le cadre des évaluations sont convaincantes. Il est préoccupant de constater que cela n'est pas explicitement abordé dans la documentation de la RSPO alors que le problème devrait être traité avec une certaine urgence. La RSPO devrait maintenir une politique de tolérance zéro envers les actes répréhensibles délibérément commis par les auditeurs et adopter une approche agressive pour les identifier, approche qui n'est manifestement toujours pas établie.

Non-respect de la Procédure de Nouvelle Plantation

La RSPO ne dispose pas des mécanismes qui lui permettraient d'identifier la non-conformité des membres qui n'effectuent pas d'auto-vérifications. En outre, elle a manqué d'agir au vu de preuves montrant que certaines entreprises ne sont pas déclarées, éludant ainsi le processus de PNP, ce qui a des impacts néfastes sur les communautés et sur l'environnement.

Cette situation est particulièrement préoccupante dans les zones situées à proximité des nouvelles 'frontières' en Amérique latine et en Afrique, où une expansion significative est prévue et où la société civile est moins au courant des exigences de la RSPO qu'en Indonésie et en Malaisie.

Faiblesses dans le Système de Prise en Charge des Plaintes

Le Système de Prise en Charge des Plaintes est actuellement incapable de traiter correctement le problème de la complicité des auditeurs non conformes qui fait l'objet de plaintes. En outre, les auditeurs jouent un rôle néfaste au sein du système en vérifiant de manière médiocre des évaluations erronées produites par leurs pairs.

Lorsque des plaintes sont déposées contre des sociétés de plantations, et même lorsque ces plaintes mettent en évidence des lacunes de la part des auditeurs, des mesures ne sont pas nécessairement prises à l'encontre de ces derniers. Pour que leur complicité soit prise en compte, une plainte doit être déposée explicitement contre l'auditeur. Dans les faits, ce sont maintenant les ONG qui ont pour tâche de contrôler à la fois les membres de la RSPO et les vérificateurs que ces derniers embauchent, au sein d'un système dysfonctionnel qui répugne à arbitrer efficacement et à prendre des mesures décisives.

Le problème le plus important que l'on rencontre lorsqu'on s'appuie sur le Système de Prise en Charge des Plaintes pour traiter les lacunes de la part des auditeurs est que, dans presque tous les cas, les plaintes ne sont déposées qu'après que des torts considérables aient été causés. À l'opposé, des audits efficaces et l'ensemble du système de certification peuvent permettre d'anticiper les problèmes.

CI-DESSOUS:

Orang-outan secouru par IAR Indonesia dans le Kalimantan occidental.



RECOMMANDATIONS

LES ACHETEURS D'HUILE DE PALME, LES COMMERÇANTS ET LES FINANCIERS DEVRAIENT :

- Exercer leur devoir de diligence raisonnable au niveau des concessions jusqu'à ce qu'il puisse être démontré que les défauts systémiques identifiés dans le présent rapport ont bien été résolus ;
- Soutenir la Résolution 6h à la 12^{ème} Assemblée générale annuelle des membres de la RSPO, pour assurer la qualité, la surveillance et la crédibilité des évaluations de la RSPO.

LA RSPO DEVRAIT :

Assurer la qualité des évaluations

- En élaborant des directives claires et obligatoires pour fixer la qualité minimale acceptable des Évaluations HVC, des EIES, et de l'évaluation du CLIP au sein de la PNP ;
- En développant et en mettant en place un système transparent et solide pour assurer la surveillance de la qualité des évaluations ;
- En veillant à ce que la consultation proactive des communautés et des experts ait bien lieu pendant la période de consultation PNP.

Veiller au respect de la conformité

- En veillant à ce que les membres de la RSPO respectent bien les procédures requises et à ce que soient signalés au Comité d'Examen des Plaintes tous les membres qui omettent de soumettre des notifications de PNP avant de défricher des terres ;
- En élargissant le mandat d'Accréditation Services International pour que cette dernière soit en charge des PNP et de l'évaluation des plaintes ;
- En veillant à ce que les lacunes de toutes les parties soient identifiées et traitées lorsque des plaintes officielles sont déposées.

Améliorer la reddition de comptes pour les audits de qualité inférieure

- En publiant les évaluations annuelles des Organismes de Certification réalisées par ASI ;
- En assurant le suivi des suspensions et des mises à pied des Organismes de Certification offrant des services de qualité inférieure et en adoptant une politique de tolérance zéro envers les rapports frauduleux.



Orang-outan dans le
Parc national de Tanjung
Puting, Indonésie.

SOURCES

1. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Principles and Criteria for Sustainable Palm Oil Production, April 2013
2. <http://www.rspo.org/about/impacts> [Accessed November 11, 2015]
3. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Certification Systems, June 26, 2007
4. Dewan Nasional Perubahan Iklim, Indonesia's Greenhouse Gas Abatement Cost Curve, August 2010
5. US Department of Agriculture, Oilseeds: World Markets and Trade, November 2015
6. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Certification Systems, June 26, 2007
7. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Principles and Criteria for Sustainable Palm Oil Production, April 2013
8. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Status of Complaints, [Accessed November 11, 2015]
9. Grassroots, Beyond Certification: Reforming the RSPO's Complaints System to meet stakeholder expectation, October 2013
10. TUV NORD, RSPO Notification of Proposed New Planting for PT Borneo Surya Mining Jaya, September 19, 2012
11. Masrani 2012, pers. comm.
12. Masrani 2012, pers. comm.
13. EIA, Formal Grievance against First Resources Ltd., October 17, 2012
14. PT Re.Mark Asia, High Conservation Value Peer Review Report of PT Borneo Surya Mining Jaya, June 2013
15. Forest Peoples Programme and TUK-Indonesia, Independent Review of the Social Impacts of Golden Agri Resources' Forest Conservation Policy in Kapuas Hulu District, West Kalimantan, January 16, 2014
16. Forest Peoples Programme, Forest Peoples Programme Complaint against Golden Agri Resources upheld, March 9, 2015
17. Forest Peoples Programme, Submission of Complaint, October 14, 2014
18. Ibid.
19. Ibid.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. Roundtable on Sustainable Palm Oil, RE: Complaint - PT Kartika Prima Cipta/Golden Agri Resources Ltd., March 4, 2015
23. Council on Ethics for the Norwegian Government Pension Fund Global, Annual Report 2014, December 31, 2014
24. Council on Ethics for the Norwegian Government Pension Fund Global, Recommendation on the exclusion of Noble Group Limited from the Government Pension Fund Global's investment universe, June 26, 2013
25. Ibid.
26. Ibid.
27. Ibid.
28. Ibid.
29. Ibid.
30. Ibid.
31. Ibid.
32. Singleton, I., S. Wich, S. Husson, S. Stephens, S. Utami Atmoko, M. Leighton, N. Rosen, K. Traylor-Holzer, R. Lacy and O. Byers (eds.), Orangutan Population and Habitat Viability Assessment: Final Report, 2004
33. PT Sonokeling Akreditasi Nusantara, PT Sawit Mandiri Lestari Summary Report of HCV and SEIA, December 2014
34. Anonymous 2015, pers. comm.
35. Ibid.
36. EIA, Submission of Complaint, June 5, 2015
37. Mongabay, Oil palm company accused of violating RSPO, IPOP standards in Indonesia, June 11, 2015; Lim P., pers. comm., July 3, 2015
38. Irvan P., pers. comm., November 5, 2015
39. TUV NORD, RSPO Notification of Proposed New Planting for PT Borneo Surya Mining Jaya, September 19, 2012
40. EIA, letter to TUV Nord, November 9, 2012
41. TUV NORD, email to EIA, November 27, 2012
42. Mathe, L., pers. comm., October 30, 2015
43. UN Development Programme, UN leaders, together with actor and activist Alec Baldwin, announce Equator Prize 2015 winners, September 21, 2015
44. EIA, Moratorium-breaker KLK in the hot spot, June 28, 2011
45. CUC, email to EIA, June 20, 2011
46. CUC, CUC conclusions to complaint, July 25, 2011
47. CUC, letter to EIA, September 10, 2012
48. Foodprocessing.com, Palm oil partnership for IOI Loders Croklaan and Unilever, October 9, 2014
49. Consultancy.uk, 50 largest Consumer Goods/FMCG firms of the globe, August 17, 2015
50. Lah Anyie Ngau et al, Grievance submission against IOI Group, November 2, 2010
51. Wakker E., pers. comm., November 2015
52. Wakker E., pers. comm., November 2015
53. Wakker E., pers. comm., November 2015
54. Friends of the Earth Europe and Milieudedefensi, Too Green to be True, March 2010
55. Wakker E., pers. comm., November 2015
56. Wakker E., pers. comm., November 2015
57. Aidenvironment, Complaint against PT SKS, PT BNS and PT BSS, March 30, 2015
58. Ibid.
59. Wakker E., pers. comm., November 2015
60. Mathe, L., Email to Aidenvironment, October 16, 2015
61. Aidenvironment, Complaint against BSI, September 4, 2015; Aidenvironment, Complaint against Intertek, September 4, 2015
62. BSI, Letter to Aidenvironment, November 9, 2015
63. Wakker E., pers. comm., November 2015
64. Ibid.
65. Profundo, Initiating Coverage: Felda Global Ventures Holdings, June 12, 2012
66. Wall Street Journal, Palm Oil Migrant Workers Tell of Abuses on Malaysian Plantations, July 26, 2015
67. Roundtable on Sustainable Palm Oil, RSPO response to the report titled "Palm Oil Migrant Workers Tell of Abuses on Malaysian Plantations" published by the Wall Street Journal on 26th July 2015, July 28, 2015
68. Accreditation Services International, Compliance audit and investigation report, October 9, 2015
69. US Department of Labor, List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor, December 1, 2014
70. Wall Street Journal, op. cit.
71. EIA, Banking on Extinction, November 7, 2013
72. Ibid.
73. Chain Reaction Research, Sustainability Risk Analysis: Triputra Agro Persada, May 21, 2015
74. Ibid.
75. EIA, 2013
76. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Sustainable Palm Oil in Latin America - From Strength to Strength, January 22, 2015
77. EIA US, Colombian Land Activist Threatened by Paramilitaries Linked to Oil Palm Company Poligrow, August 21, 2015
78. Roundtable on Sustainable Palm Oil, New Planting Procedures Public Notification, accessed November 12, 2015
79. Roundtable on Sustainable Palm Oil, Minutes of the Complaints Panel meeting No.9/2015, September 15, 2015
80. Roundtable on Sustainable Palm Oil, RSPO New Planting Procedure Draft for Consultation Version 4.3, July 2015

ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY (EIA)

62/63 Upper Street
London N1 0NY, UK
Tel: +44 (0) 20 7354 7960
Fax: +44 (0) 20 7354 7961
email: ukinfo@eia-international.org

www.eia-international.org



EIA - WASHINGTON, DC

PO Box 53343
Washington, DC 20009 USA
Tel: +1 202 483-6621
Fax: +1 202 986-8626
email: info@eia-global.org

www.eia-global.org